

PCAET Est Ensemble
Compte-rendu
Réunion territoriale n°2 – 10/11/2022

Objet	Réunion territoriale – Concertation dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)
Lieu	Espace Marcel Chauzy, Esplanade Claude Fuzier, Bondy
Date de la réunion	10 novembre 2022
Rédigé par	Nolwenn SMITH et Cécile ALTABER

ORGANISATEURS-ANIMATEURS-GARANTS

Nom Prénom	Fonction	Organisation
ALTABER Cécile	Consultante – Directrice d'études	Acadie
FAVE Ghislain	Chef de projet	SUEZ
SMITH Nolwenn	Ingénieur de projet stagiaire	SUEZ
DUTHEL Eloïse	Chargée de mission énergie et climat	Est Ensemble – DEEU
ASTIER Laura	Chargée de mission transition écologique	Est Ensemble – DEEU
RAGUSA-BARTOLONE Véronique	Directrice de l'Environnement et l'Ecologie urbaine	Est Ensemble
CAMARA Smaïla	Vice-président d'Est Ensemble chargé de la transition écologique, des parcs et de la nature en ville, conseiller municipal à Bondy	Est Ensemble, Bondy
ROTBARDT Alain	Garant	CNDP

PARTICIPANTS

Participation de **17 personnes** habitant sur le territoire d'Est Ensemble, dont un membre de la Convention citoyenne pour le climat. Plusieurs participants sont membres d'une association locale (Bondy Ecologie). Des élus de la Ville de Bondy ont également participé aux échanges.

ORDRE DU JOUR

1. PRESENTATION DE LA CO-CONSTRUCTION DU PCAET D'EST ENSEMBLE
2. PRESENTATION DES FORCES ET FAIBLESSES DU TERRITOIRE
3. PRESENTATION DES ELEMENTS SPECIFIQUES AUX ENJEUX THEMATIQUES ET ECHANGES SOUS FORME DE QUESTIONS-REponses AVEC LES PARTICIPANTS
4. PRESENTATION DES PROCHAINS RENDEZ-VOUS DE LA CONCERTATION

PIECES JOINTES

Support de présentation diffusé en réunion.

COMPTE-RENDU DE LA REUNION

1. Présentation de la co-construction du PCAET d'Est Ensemble

Intervention de Smaïla CAMARA, vice-président d'Est Ensemble en charge de la transition écologique et conseiller municipal à Bondy, pour présenter le contexte du PCAET et de la concertation.

Intervention de Véronique RAGUSA-BARTOLONE pour compléter cette présentation du contexte de la révision du PCAET et de la concertation.

Intervention d'Alain ROTBARDT pour présenter le rôle de la CNDP dans le processus de concertation du public dans le cadre de la révision du PCAET.

Intervention de Cécile ALTABER pour présenter les objectifs des réunions territoriales et les quatre thématiques abordées.

2. Présentation des forces et faiblesses du territoire

Interventions de Ghislain FAVE et Cécile ALTABER pour présenter les forces et faiblesses du territoire.

3. Réactions des participants aux premiers éléments de diagnostic

Les participants ont regretté que le diagnostic ait été fait sur l'année 2018 et non des années plus récentes (2020 ou 2021), ce qui aurait permis de tenir compte de certains épisodes récents (canicule cet été, etc.).

Certains ont exprimé ne pas comprendre pourquoi un nouveau PCAET est en cours d'élaboration, alors qu'un PCAET a déjà été établi récemment et qu'il s'agit plus désormais de mettre en œuvre les actions et d'investir que de produire de nouveaux diagnostics et constats. Véronique RAGUSA-BARTOLONE a précisé qu'il s'agissait d'une révision du PCAET, donc d'une continuation et d'une intégration des nouveaux objectifs nationaux et internationaux (comme atteindre la neutralité carbone à horizon 2050). Elle a également signalé l'évaluation du PCAET de 2017, réalisée à mi-parcours, qui indique que 68% des fiches actions sont mises en œuvre ou terminées. Alain Rotbardt (CNDP) a précisé qu'un bilan des actions entreprises pouvait être consulté dans le dossier de concertation, notamment disponible sur internet.

Christelle LE GOUALLEC, vice-présidente d'Est Ensemble chargée des mobilités et des transports et conseillère municipale de Bondy, est intervenue pour signaler que le travail réalisé dans le cadre de la révision du PCAET lui sert directement à travailler sur le PLM (plan local des mobilités).

Des participants ont exprimé leur volonté de voir installée une nouvelle borne AirParif' au niveau du pont de Bondy, à l'ouest de l'autoroute, où passe une série d'axes routiers : la borne de captage actuelle est installée dans le parc de la Bergère, ce qui fausse les données sur la qualité de l'air, sachant que Bondy reçoit des polluants et particules fines du fait de l'intense circulation automobile. Eloïse DUTHEL a précisé qu'une étude sur le réaménagement du pont de Bondy a été réalisée et qu'un capteur situé en bord de RN2 est installé sur le territoire d'EE.

4. Présentation des éléments spécifiques aux enjeux thématiques et échanges sous forme de questions-réponses avec les participants

Intervention de Cécile ALTABER pour présenter les règles à respecter par rapport aux échanges sous forme de questions-réponses pour chacun des thèmes présentés.

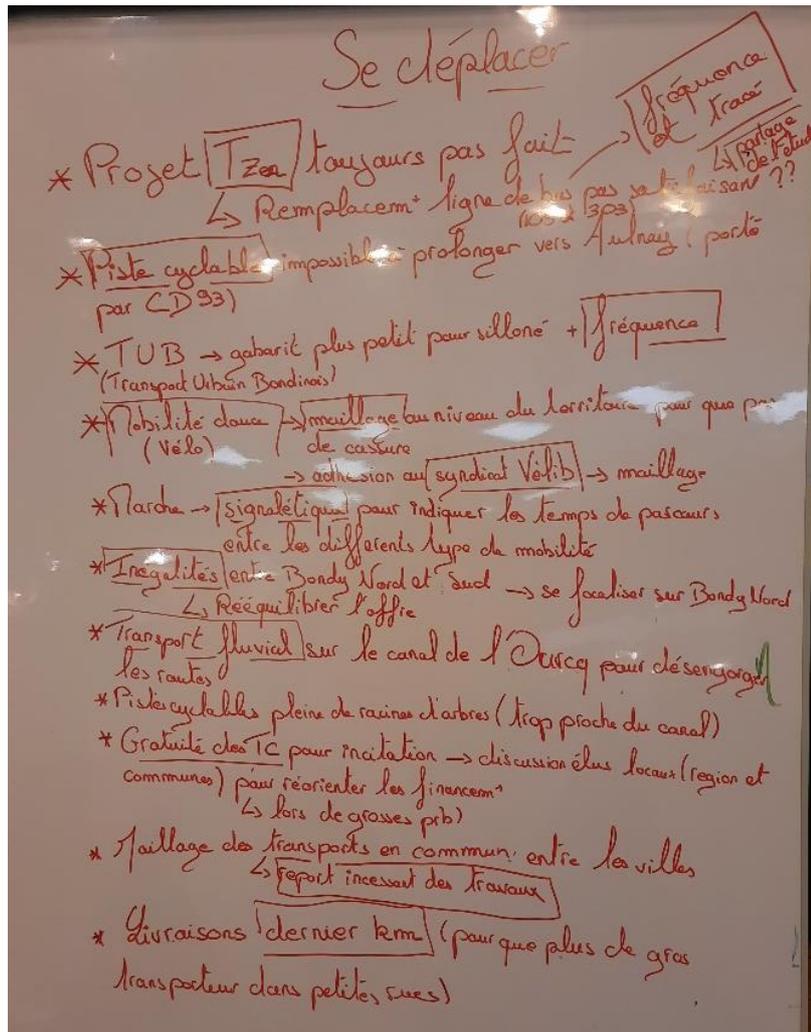
Les participants ont réagi aux enjeux présentés pour chacune des 4 thématiques. Leurs réactions et propositions ont été recueillies sur paperboard par Eloïse DUTHEL et Laura ASTIER.

Thématique « se déplacer »

Les participants ont mentionné les **difficultés** et formulé les **propositions** suivantes :

- En ce qui concerne les **transports en commun** :
 - Le projet TZen a été encore repoussé et les travaux n'ont pas commencé (ils devraient démarrer en 2028), les bus de remplacement (ex : ligne 147) sont bondés et la fréquence irrégulière. Des participants interpellent la collectivité à propos des moyens à mettre en œuvre pour améliorer la situation et font référence aux bus articulés, dont la capacité est plus grande. Des bus articulés allant jusqu'au tramway ou au métro offriraient pour eux une solution.

- Réaction de la vice-présidente d'Est Ensemble chargée des mobilités et des transports : Est Ensemble a réalisé une étude sur les bus pour les 9 communes qui a été récemment présentée à Ile-de-France Mobilités ; du point de vue de la faisabilité technique, il n'est pas possible de faire circuler des bus articulés sur la voie qu'empruntera le TZen.
- Un problème de régulation du trafic des bus a été souligné : il arrive fréquemment que 2 bus de la même ligne se suivent, après une longue attente pour les usagers (du fait notamment des embouteillages).
- De grandes disparités sont constatées à l'échelle de l'EPT et entre les quartiers en termes d'offre de transports en commun (cf carte du territoire avec la zone centrale « blanche ») => **il faudrait travailler à un rééquilibrage de l'offre**. Véronique RAGUSA-BARTOLONE indique qu'un travail de lobbying auprès d'Ile-de-France Mobilités et qu'une mobilisation collective sont nécessaires.
- Proposition pour augmenter la part modale des transports en commun : **négoier avec la Région la gratuité des transports en commun lors des épisodes de pénurie de carburant**.
- Pour les liaisons intra-urbaines à Bondy :
 - les bus n'ont ni un gabarit ni une fréquence adaptée => EE pourrait négocier avec la RATP un **gabarit inférieur**, ce qui permettrait aux bus de circuler plus facilement dans certains quartiers et peut-être d'augmenter la fréquence de passage ;
 - les écarts de situation en ce qui concerne la desserte en bus sont importants entre Bondy Nord et Bondy Sud.
- Pour les liaisons en transports en commun entre les communes d'EE (et entre communes du 93) : les trajets sont particulièrement difficiles, il faut changer de bus à plusieurs reprises, il est souvent plus efficace de passer par Paris.
- En ce qui concerne les **modes actifs** :
 - Il serait utile d'installer des **panneaux signalant différents points d'intérêt sur le territoire d'EE** (services publics, parcs, canal...) **et les temps d'accès pour s'y rendre à pied, à vélo, en voiture, en transports en commun...** ce qui pourrait inciter à avoir recours aux modes actifs.
 - Pour développer la marche, il faudrait **installer des bancs et des arbres, veiller à l'état des trottoirs, à la présence d'ombre (zones de fraîcheur)**.
 - Le maillage en pistes cyclables à l'échelle d'EE est incomplet, ce qui engendre une discontinuité du réseau (des pistes s'arrêtent puis recommencent) => **le réseau cyclable à l'échelle communautaire est à compléter**.
 - EE pourrait adhérer au syndicat de Vélib' : **l'offre Vélib'** existe à Paris et en petite couronne, elle pourrait s'étendre **à l'échelle des 9 communes** d'EE (pas présente à Bondy aujourd'hui).
- En ce qui concerne les déplacements en général et le **transport de marchandises** en particulier :
 - Une grande réflexion sur la logistique du **dernier kilomètre** est jugée nécessaire => aller vers **des modes plus vertueux pour le transport de marchandises, les livraisons ? Des véhicules plus petits, encombrant moins les voies, moins ou pas polluants ?**
 - Parmi les **forces et opportunités du territoire**, les participants ont mentionné le **canal de l'Ourcq** et ses berges/abords. Grâce au canal, le temps de trajet de Bondy à Jaurès est de 45min à vélo et avec la navette fluviale, contre 1h et plus en transports en commun) :
 - **la navette fluviale estivale pourrait être généralisée et développée** (avec une bonne capacité d'accueil) tout au long de l'année, sachant que de nombreuses constructions voient le jour aux abords du canal, cela permettrait notamment de désengorger la RN3 ;
 - **il faudrait rendre les berges plus praticables à vélo**, aujourd'hui par exemple la portion cyclable à Bondy pose problème à cause des racines d'arbre. L'été ces pistes sont très pratiquées, si on les rendait plus sûres, on pourrait très certainement augmenter la part des déplacements faits à vélo au quotidien.



Thématique « S'adapter au changement climatique »

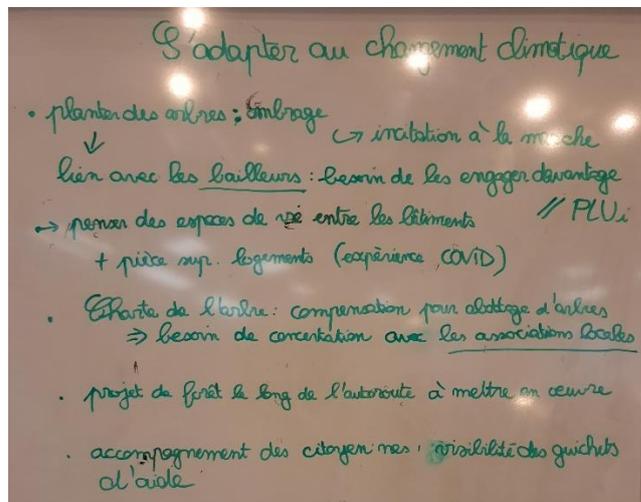
Les participants ont mentionné les **problématiques** suivantes :

- il y a peu d'espaces verts dans le territoire et il existe d'importantes disparités entre les communes en la matière (certaines sont particulièrement carencées) ;
- constat d'une tendance à détruire les arbres, dans un territoire déjà très densément peuplé et urbanisé ;
- certains bailleurs ne font pas suffisamment d'efforts pour offrir des espaces verts aux résidents
=> [voir comment agir en la matière avec le PLUi](#).

Parmi les **forces et opportunités du territoire**, les participants ont mentionné :

- La « **Charte de l'arbre** » de Bondy, outil essentiel pour conserver le patrimoine arboré du territoire, éviter l'abattage systématique des arbres lors des projets d'aménagement/immobiliers et prévoir des compensations le cas échéant (plantation de 2 arbres quand on en détruit un). Des participants ont souligné que la concertation entre élus, agents, associations et conseils de quartier pour examiner chaque projet amenant à détruire des arbres est essentielle et que l'outil, pour être efficace, ne peut être détaché de sa gouvernance. Les participants ont également exprimé leur souhait que des arbres soient plantés dans le territoire. A ce sujet, Smaila CAMARA a signalé qu'un Plan Arbres, proposition émanant de la Convention citoyenne pour le climat, est progressivement mis en place par Est Ensemble (en tenant compte des contraintes techniques liées au passage des réseaux et canalisations notamment).

- Le **projet de forêt urbaine** au niveau du chemin latéral, le long de l'autoroute, pour capter les polluants doit être poursuivi. Véronique RAGUSA-BARTOLONE a signalé qu'il était à l'étude.



Thématique « Se loger et travailler »

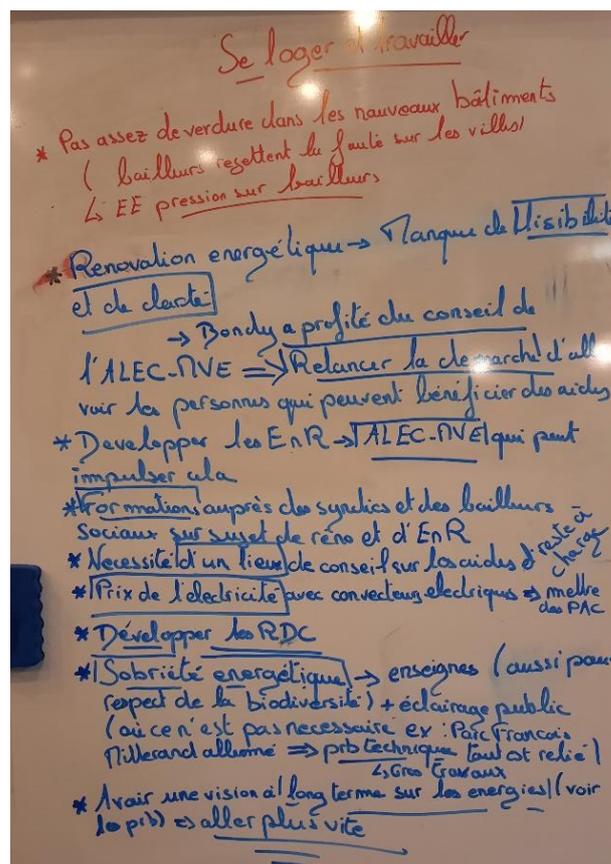
Les participants ont mentionné les **problématiques** suivantes et formulé les **propositions** suivantes :

- Un participant exprime avoir l'impression que les bailleurs (sociaux) ne se préoccupent plus des conditions de logement et de vie des locataires : dans les quartiers d'habitat collectif, il y a de moins en moins d'espaces prévus pour les enfants, de verdure, de fraîcheur...
- Un participant s'étonne que l'on construise aujourd'hui en masse, notamment le long du canal de l'Ourcq, comme on l'a fait dans les années 1970, en prévoyant peu d'espaces verts, extérieurs, en ne prévoyant pas un espace en plus dans les logements. D'après lui il faudrait tenir compte de l'expérience de la crise sanitaire et des confinements, du développement du télétravail, du réchauffement climatique...
- Dans les quartiers d'habitat individuel, constat d'un intense démarchage téléphonique pour l'isolation et la rénovation énergétique des logements. Pour le particulier, il est difficile de savoir vers qui se tourner/à qui faire confiance => **il faudrait qu'une cellule d'Est Ensemble travaille à une meilleure lisibilité des offres, pilote et réglemente. Dans les villes, un point d'accueil/lieu de conseil sur les aides et dispositifs existants pour la rénovation énergétique serait utile.** Les plateformes actuelles sont vues comme poursuivant l'objectif de remonter le plus grand nombre de projets possible et non d'orienter les particuliers et entreprises ;
- **Il faudrait proposer des formations aux enjeux de la transition énergétique aux bailleurs, aux syndicats, associations de locataires, etc. ;**
- Le passage au tout électrique inquiète et pose problème actuellement avec la hausse des prix de l'électricité. Un participant (en charge de la gestion urbaine de proximité à Bondy) a fait part de sa gêne à ce sujet, après avoir lui-même encouragé des particuliers à abandonner le fioul au profit de l'électrique pour le chauffage de leur logement. Un autre participant a exprimé son impression qu'en France, on manque d'une vision de long terme et qu'on a tendance à hésiter au sujet des modes de chauffage à privilégier et des choix stratégiques à faire dans ce domaine : il y a 10 ans on parlait du tout électrique, maintenant on parle des pompes à chaleur, des énergies renouvelables (panneaux solaires), des récupérateurs d'eau... Certains pays ont beaucoup développé le solaire, la France semble s'y intéresser davantage depuis peu. Il n'y a pas de ligne claire sur le long terme sur le chauffage en France. Véronique RAGUSA-BARTOLONE, en réaction à la première intervention, a indiqué qu'il faut tenir compte du type de chauffage électrique et du type de logement à chauffer : les convecteurs sont obsolètes, alors que les pompes à chaleur qui fonctionnent à l'électricité ont de très bonnes performances ;
- En dépit des aides existantes (ex : ANAH), le reste à charge des rénovations est trop important pour de nombreux ménages => **des aides des villes et/ou d'Est Ensemble paraissent nécessaires ;**

- Des participants constatent que des bâtiments fermés la nuit, des vitrines, restent éclairés, ce qui induit un gaspillage d'énergie et une pollution lumineuse. Cas d'un parc fermé la nuit à Bondy et pourtant éclairé, à cause d'un problème de branchement électrique (si on éteint l'éclairage public dans le square, cela vaut pour l'ensemble du quartier, il faudrait refaire un réseau électrique global) ;

Parmi les **forces et opportunités du territoire**, les participants ont mentionné :

- L'**association ALEC MVE** (Agence Locale de l'Énergie et du Climat – Maîtrise Votre Énergie) qui donne des conseils aux particuliers au sujet des énergies et assurera des permanences une fois par mois sur le territoire (au nord de Bondy) à partir de janvier 2023. Dans le contexte du renchérissement des coûts de l'énergie, l'adhésion des villes d'Est Ensemble à MVE paraît primordiale aux participants. Avec les permanences, il sera par exemple possible d'accompagner des copropriétés en situation de précarité énergétique (dispositif « Chauffe Copro »), etc. ;
- L'important **potentiel de production d'ENR** (énergies renouvelables) du territoire, avec l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures, etc. MVE peut fournir des conseils techniques ;
- Les **réseaux de chaleur** de chaque ville sont à développer et compléter, jusqu'à prendre en compte les nouvelles constructions, avec des mix énergétiques à faire évoluer pour prendre en compte la géothermie ;
- Dans le cadre des projets de renouvellement urbain (ANRU), les étiquettes énergétiques des logements dans le parc social ont été nettement améliorées, mais il y a encore beaucoup à faire pour le logement privé.



Thématique « Consommer »

Les participants ont mentionné les **difficultés** et formulé les **propositions** suivantes :

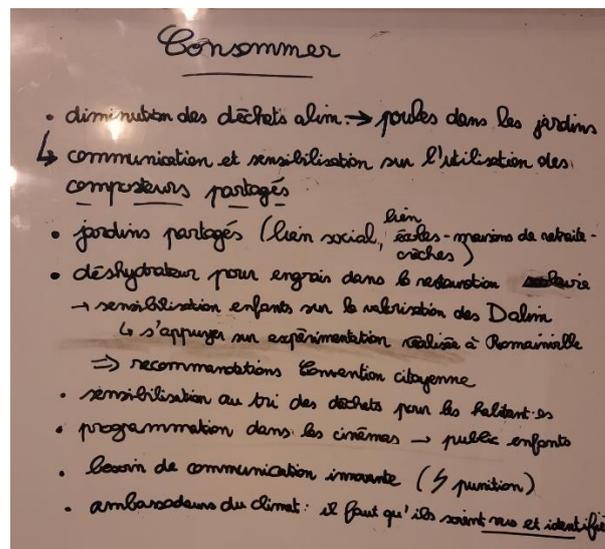
- les composteurs sont peu et souvent mal utilisés ⇒ **des articles dans les journaux municipaux et communautaires sur le compost**, pour expliquer la valorisation des déchets alimentaires,

pourraient être utiles + on pourrait offrir une poule à chaque foyer pour réduire les déchets ménagers collectés ;

- les cinémas d'Est Ensemble pourraient projeter des films sur le tri et l'économie circulaire pour éduquer petits et grands ;
- les écoles pourraient éduquer les enfants au tri des déchets et à l'antigaspiillage.

Parmi les **forces et opportunités du territoire**, les participants ont mentionné :

- L'expérimentation de jardins partagés à Bondy, grande réussite d'après les participants, permettant de renforcer le lien social, de sensibiliser aux enjeux d'une alimentation saine (scolaires et personnes en maison de retraite reçus), de maintenir de la pleine terre ;
- Certains projets dans des écoles, comme l'acquisition de déshydrateurs, permettent de sensibiliser les enfants aux enjeux de la réduction et de la valorisation des déchets alimentaires.



En fin de réunion, une participante a exprimé le besoin d'une communication innovante pour les comptes-rendus de la concertation et les documents du PCAET, afin de toucher le public le plus large possible, en particulier ceux qui ne sont pas familiers avec le numérique. Alain ROTBARDT (CNDP) a signalé qu'Est Ensemble avait choisi la Journée Mondiale du Climat, le 8 décembre, comme date du dernier atelier de cette deuxième phase de concertation et qu'une présentation des 1ères conclusions de la concertation avait été proposée par les garants aux équipes d'Est Ensemble.

5. Présentation du kit pour les débats d'initiative citoyenne

Intervention d'Alain ROTBARDT pour présenter le kit pour les débats d'initiative citoyenne, dont peuvent se saisir en particulier les associations, et présentation des prochaines étapes de la concertation.

PCAET Est Ensemble
Compte-rendu
Réunion territoriale n°1 - 08/11/2022

Objet	Réunion territoriale – Concertation préalable à la révision du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)
Date de la réunion	08 novembre 2022
Lieu	Salle polyvalente de la Bibliothèque Elsa Triolet 102 avenue Jean Lolive / 93500 Pantin
Rédigé par	Ghislain FAVE, Baptiste LEVEQUE et Cécile ALTABER

ORGANISATEURS-ANIMATEURS-GARANTS

Nom Prénom	Fonction	Organisation
ALTABER Cécile	Consultante – directrice d'études	Acadie
FAVE Ghislain	Chef de projet	SUEZ
LEVEQUE Baptiste	Ingénieur de projet	SUEZ
DUTHEL Eloïse	Chargée de mission énergie et climat	Est Ensemble
MALANDRINO Cosima	Chargée de mission économie circulaire et climat	Est Ensemble
MORICE Hélène	Directrice des bibliothèques de Pantin	Est Ensemble
ROTBARDT Alain	Garant	Commission Nationale du Débat Public (CNDP)
EUSTACHE Marie-Claire	Garante	Commission Nationale du Débat Public (CNDP)

PARTICIPANTS

Participation de **3 personnes** : 1 père de famille habitant en maison individuelle à Pantin, à la limite du Pré St Gervais ; 2 hommes résidant dans la ZAC Ecocité, située à proximité du canal de l'Ourcq, impliqués dans l'association H₂O.

ORDRE DU JOUR

1. PRESENTATION DE LA CO-CONSTRUCTION DU PCAET D'EST ENSEMBLE
2. PRESENTATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE
3. PRESENTATION DES FORCES ET FAIBLESSES DU TERRITOIRE
4. PRESENTATION DE LA STRATEGIE TERRITORIALE
5. PRESENTATION DES ELEMENTS SPECIFIQUES AUX ENJEUX THEMATIQUES ET ECHANGES SOUS FORME DE QUESTIONS-REPNSES AVEC LES PARTICIPANTS
6. PRESENTATION DES PROCHAINS RENDEZ-VOUS DE LA CONCERTATION

PIECES JOINTES

Support de présentation diffusé en réunion

COMPTE-RENDU DE LA REUNION

1. Présentation de la co-construction du PCAET d'Est Ensemble

Intervention de Cosima MALANDRINO pour présenter le contexte du PCAET, les deux phases de co-construction avec les citoyens et acteurs du territoire : la Convention Citoyenne Locale pour le Climat et la Biodiversité et ses axes stratégiques ainsi que les rendez-vous publics prévus du 4 octobre au 8 décembre.

Interventions de Marie-Claire EUSTACHE et Alain ROTBARDT pour présenter le rôle de la Commission nationale du débat public (CNDP) dans ce processus de concertation du public dans le cadre de la révision du PCAET : notamment faire respecter le droit constitutionnel à l'information et à la participation sans prendre parti et participer à l'élaboration de la méthodologie de la concertation.

Intervention de Cécile ALTABER pour présenter les objectifs des réunions territoriales et les quatre thématiques abordées.

2. Présentation du changement climatique

Intervention de Ghislain FAVE pour présenter les éléments contextuels du changement climatique.

3. Présentation des forces et faiblesses du territoire

Interventions de Cécile ALTABER et Ghislain FAVE pour présenter les forces et faiblesses du territoire.

4. Présentation des objectifs chiffrés de la stratégie territoriale

Intervention de Baptiste LEVEQUE pour présenter la stratégie territoriale en cours de construction.

5. Présentation des éléments spécifiques aux enjeux thématiques et échanges sous forme de questions-réponses avec les participants

Intervention de Cécile ALTABER pour présenter les règles à respecter par rapport aux échanges qui ont pris la forme de questions-réponses pour chacun des 4 thèmes présentés.

Les participants ont réagi aux enjeux présentés pour chacune des 4 thématiques. Leurs réactions et propositions ont été recueillies sur paperboard.

Les participants ont interpellé Est Ensemble sur la communication des réunions territoriales, ayant découvert « par hasard » la tenue de l'une d'elles ce jour et invitent à une communication bien plus effective.

Thématique « se déplacer »

Les participants ont mentionné les **difficultés** suivantes :

- tensions et difficultés constatées au niveau des transports en commun, saturations, notamment pour les bus ;
- inertie des pouvoirs publics concernant les projets TZ3 et de navette fluviale. Le TZ3 n'est toujours pas mis en service, on parle désormais de l'horizon 2030, alors que les promoteurs ont profité ces dernières années de l'effet d'annonce de cette infrastructure, beaucoup de constructions ont vu le jour aux abords. Freins sociaux, économiques et technologiques à la mise en œuvre de ces projets qui sont jugés vitaux à moyen terme ;
- freins économiques et sociaux pour le passage aux véhicules électriques, qu'il s'agisse de la voiture comme du vélo (à assistance électrique), au pass Navigo : beaucoup de personnes n'ont pas les moyens financiers. Attachement à la voiture qu'on possède (souvent de catégorie 3, 4 ou 5). Même pour une famille qui dit se situer dans la classe moyenne, cumuler pour les enfants les abonnements Navigo Jeune et Vélib' est difficile financièrement. Enjeu d'équité et de justice sociale par rapport aux déplacements et aux transports.

Un participant souligne qu'il y a beaucoup d'opérations et constructions dans le secteur central d'Est Ensemble, alors que l'accessibilité des commerces et services en transports en commun y est mauvaise. Les participants ont invité à mettre à jour le calendrier de la ZFE et souligné que la ZAC Ecocité est située en « zone blanche », et donc mal desservie par les transports en commun. Le TZ3 tarde, et aucun autre mode de déplacement collectif n'est organisé, ce qui pousse à recourir à la voiture.

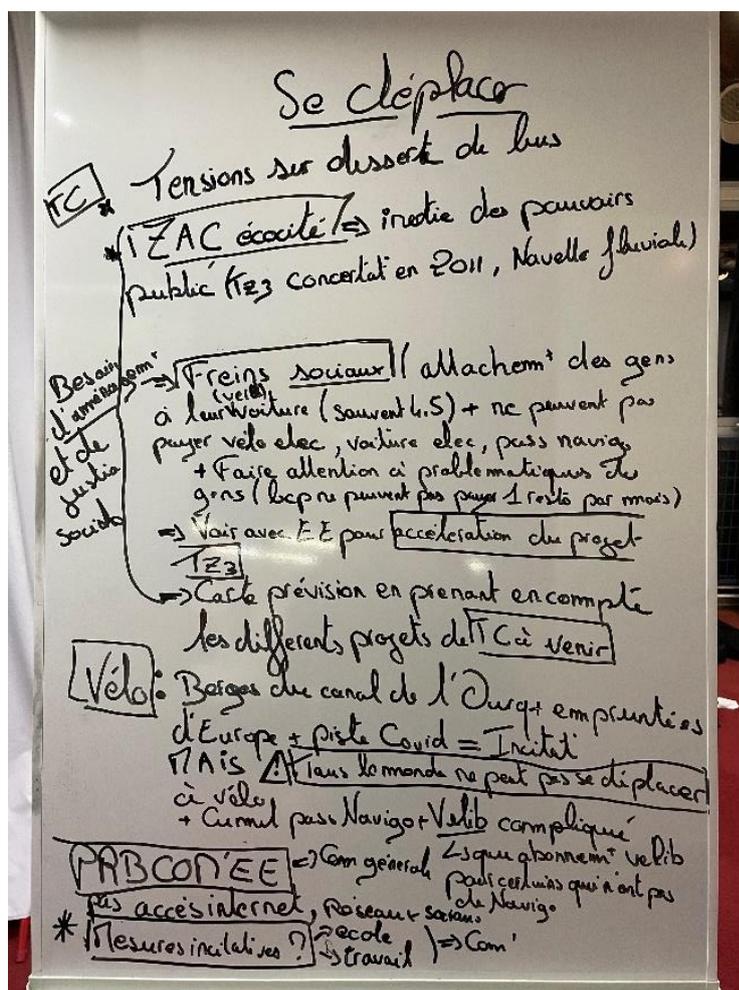
Parmi les **forces et opportunités du territoire**, les participants ont mentionné :

- que le territoire est plutôt bien doté en transports en commun en proximité de Paris ;
- les berges du canal de l'Ourcq = une des pistes cyclables les plus empruntées d'Europe ;

- les nombreuses coronapistes à Pantin, très pratiquées, qui peuvent être prolongées dans le territoire d'Est Ensemble.

Pistes, idées, recommandations formulées par les participants :

- Informer davantage les citoyens, communiquer sur le territoire, à propos des enjeux air-climat-énergie en général et de l'impact des modes de déplacement plus spécifiquement, sachant qu'une partie de la population n'est pas sur les réseaux sociaux, n'a pas Internet, ni de smartphone => affichage papier + radio + TV, etc.
- Mesures incitatives pour augmenter l'usage des transports en commun, par exemple prise en charge par Est Ensemble d'une partie du pass Navigo
- Mesures incitatives pour augmenter l'usage du vélo (et sa démocratisation) : campagnes dans les établissements scolaires pour encourager les jeunes à se déplacer en vélo, en lien avec la Région (pour les lycées) et le Département (pour les collèges), l'Education Nationale + aides à la location de VAE ?



Thématique « se loger et travailler »

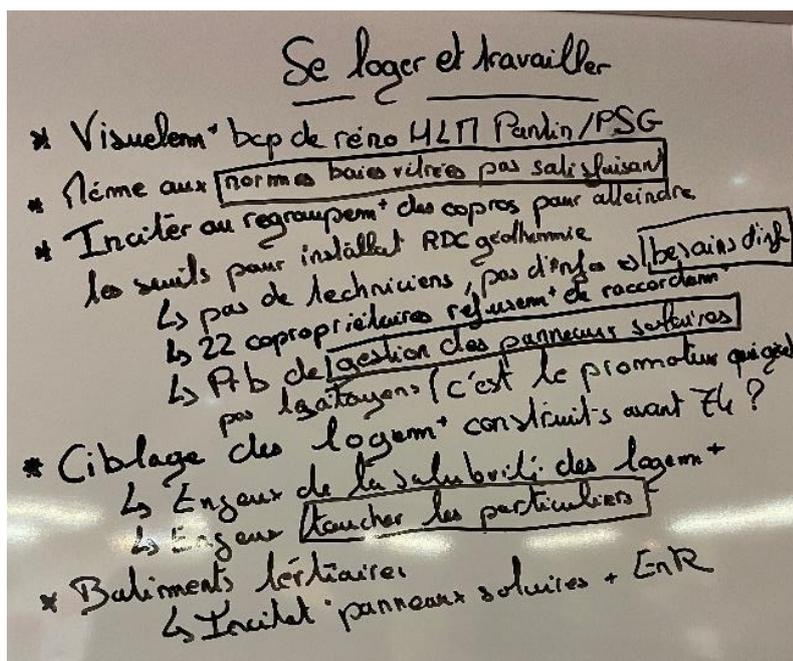
Les participants ont mentionné les **difficultés** suivantes :

- une superficie en baies vitrées trop importante dans les constructions neuves, à l'origine d'un gaspillage énergétique l'hiver et d'une surchauffe des habitations lors des fortes chaleurs l'été => comment Est Ensemble pourrait sensibiliser à ce problème ? Prescriptions architecturales dans le PLUi ?
- une réelle difficulté à se chauffer par la géothermie pour les particuliers. Il faut mobiliser un nombre élevé de propriétaires (30 dans le neuf et 20 dans l'ancien) pour avoir accès à cette source d'énergie. Des « apéro copro » ont été organisés à Pantin, des ménages sont intéressés

mais ils se heurtent à la question de la masse critique. La possibilité de recourir à la géothermie semble limitée pour eux => comment Est Ensemble pourrait favoriser les regroupements de propriétaires et copropriétaires pour y prétendre ? comment mieux informer les habitants sur les dispositifs existants ?

Parmi les **forces et opportunités du territoire**, les participants ont mentionné :

- des opérations de rénovation énergétique visibles, au moins en « façade », notamment à Pantin avec de l'isolation par l'extérieur de nombreux bâtiments ;
- un potentiel élevé d'installation de panneaux photovoltaïques sur les toits des bâtiments tertiaires et administratifs => une opportunité pour les collectivités notamment d'être exemplaires sur ce sujet + une capacité de production locale d'énergies renouvelables.



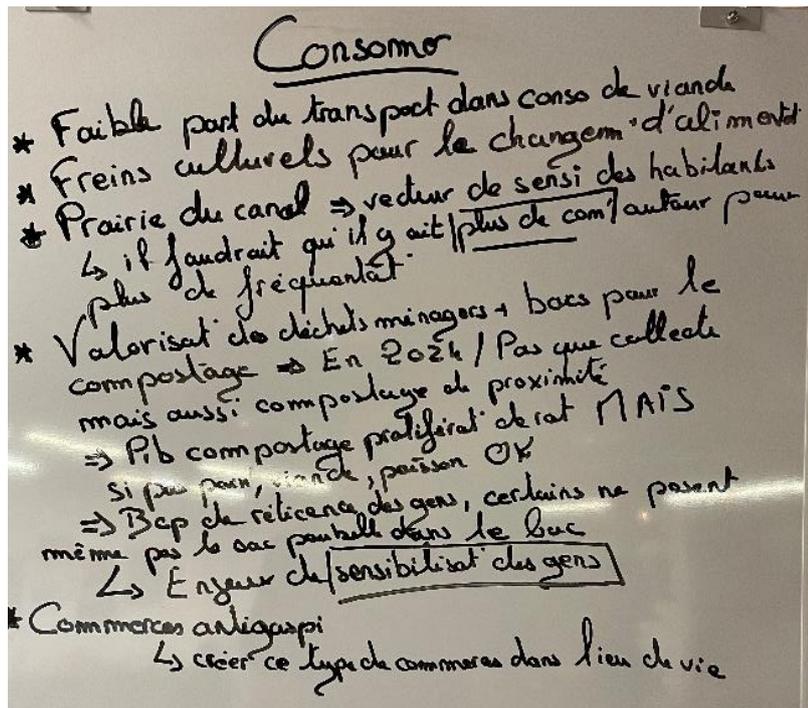
Thématique « Consommer »

Les participants ont mentionné les **difficultés** suivantes :

- freins culturels à l'alimentation végétarienne ;
- freins au compostage en raison de la peur de la prolifération des rats et autres indésirables (souris) ;
- tri des déchets mal effectué en raison d'un manque de connaissance des habitants, des habitudes qui n'ont pas été prises.

Les participants ont mentionné des **forces et opportunités du territoire**, formulé des **pistes d'action** :

- partenariats à tisser + visibilité à donner aux actions de sensibilisation aux circuits alimentaires, à l'anti-gaspillage, etc., en lien avec des associations locales comme la Sauge, des commerces...couvrir tout le territoire avec des commerces anti-gaspillage
- la Prairie du Canal à Bobigny, qui fonctionne surtout l'été = outil de sensibilisation à l'agriculture urbaine, proposant des ateliers « entretien des jardins », etc. => plus en parler/communiquer autour des actions proposées ? (« chouette endroit au bord du canal »)
- prévoir des campagnes de sensibilisation et de formation pour améliorer le tri des déchets, incluant le compostage.



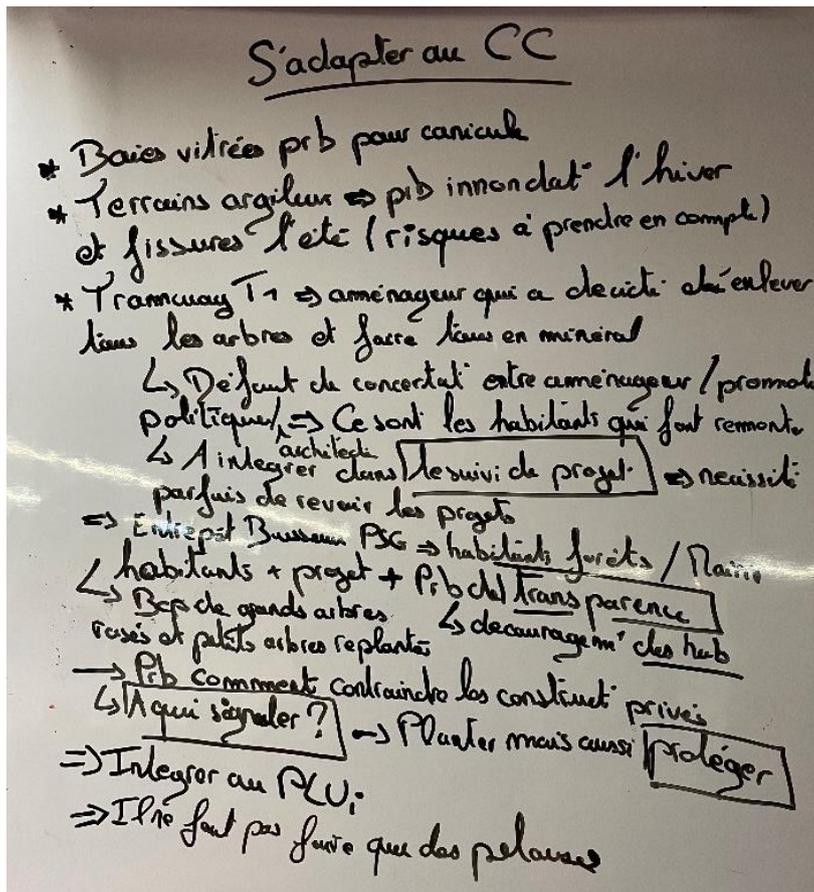
Thématique « S'adapter au changement climatique »

Les participants ont mentionné les **difficultés** suivantes :

- un territoire trop urbanisé avec peu d'espaces verts, un fort risque d'ilots de chaleur urbains (ICU), ce qui ne donne pas envie de sortir lors des fortes chaleurs/canicules. Cas du Pré-Saint-Gervais, une des communes les plus denses de France avec très peu d'espaces verts ;
- la pédologie locale : la terre est argileuse, ce qui crée des phénomènes de flaques et de crevasses, visibles dans les jardins privés ; les bâtiments, même neufs, ont tendance à bouger et on se demande comment cela va évoluer sur le moyen et long terme ;
- constat d'une forte tendance à couper les arbres dans le cadre des projets d'aménagement, cf pour le projet d'extension du tramway T1 à Noisy-le-Sec où il y a eu la mise en place d'une pétition pour éviter un aménagement minéral et la coupe des arbres existants. « *Ok pour faire circuler des tramways, mais dans d'autres conditions* » ;
- par rapport à la coupe des arbres, défaut de concertation entre les aménageurs, les architectes et les politiques d'Est Ensemble : « *la vision à moyen terme ne doit pas empêcher de penser aux enjeux immédiats* ». Pour éviter les coupes d'arbres, il faut intervenir en amont de la phase de construction, mettre en place une méthodologie.

Les participants ont formulé des **propositions et recommandations** :

- Identifier les mécanismes pour éviter la coupe de grands arbres lors des nouveaux projets. Par exemple, imposer de construire en fonction des arbres : on laisse les arbres et on construit en fonction de ceux-ci.
- Pouvoir re-interroger des projets mis en œuvre et conçus à une époque où les enjeux environnementaux n'étaient pas considérés prioritaires
- Planter des nouveaux arbres, mais surtout conserver les arbres existants, notamment dans les quartiers d'habitat privé => action à intégrer au PLUi, dans un cahier des prescriptions architecturales, paysagères, environnementales par exemple.



6. Présentation des prochains rendez-vous de la concertation

Interventions de Cosima MALANDRINO et d'Alain ROTBARDT pour présenter les prochains rendez-vous de la concertation, le site web de la concertation et la possibilité de faire des débats d'initiative citoyenne entre amis, collègues, en famille, dans une classe d'école. Ces débats peuvent être aussi organisés par une association ou une collectivité (par exemple un conseil citoyen ou un conseil des jeunes). Les garants CNDP rappellent la présence en ligne d'un kit très simple pour rendre compte de ces réunions et également celle d'une vidéo de 20 mn pour expliquer ce type de débat.

PCAET Est Ensemble
Compte-rendu
Réunion territoriale n°3 - 14/11/2022

Objet	Réunion territoriale – Concertation dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)
Date de la réunion	14 novembre 2022
Lieu	Salle du conseil de l’hôtel de Territoire d’Est Ensemble 100 avenue Gaston Roussel - 93063 Romainville
Rédigé par	Nolwenn SMITH et Cécile ALTABER

ORGANISATEURS-ANIMATEURS-GARANTS

Nom Prénom	Fonction	Organisation
ALTABER Cécile	Consultante – directrice d’études	Acadie
LEVEQUE Baptiste	Ingénieur de projet	SUEZ
SMITH Nolwenn	Ingénieure de projet stagiaire	SUEZ
MALANDRINO Cosima	Chargée de mission économie circulaire et climat	Est Ensemble - DEEU
JANNETEAU Carole	Chargée de mission adaptation et sensibilisation	Est Ensemble - DEEU
EUSTACHE Marie-Claire	Garante	Commission Nationale du Débat Public (CNDP)

PARTICIPANTS

Participation de **4 personnes** : 1 homme et 1 femme habitant aux Lilas, impliqués dans des associations environnementales dont le collectif de sauvegarde des arbres des Lilas ; 1 homme réalisant une thèse sur l’économie circulaire ; 1 membre de la Convention citoyenne pour le climat habitant à Montreuil. Un des participants est parti avant la fin de la réunion.

ORDRE DU JOUR

1. PRESENTATION DE LA CO-CONSTRUCTION DU PCAET D’EST ENSEMBLE
2. PRESENTATION DES FORCES ET FAIBLESSES DU TERRITOIRE
3. REACTIONS DES PARTICIPANTS AUX PREMIERS ELEMENTS DE DIAGNOSTIC
4. PRESENTATION DES ELEMENTS SPECIFIQUES AUX ENJEUX THEMATIQUES ET ECHANGES SOUS FORME DE QUESTIONS-REPONSES AVEC LES PARTICIPANTS

PIECES JOINTES

Support de présentation diffusé en réunion.

COMPTE-RENDU DE LA REUNION

1. Présentation de la co-construction du PCAET d’Est Ensemble

Intervention de Carole JANNETEAU pour présenter le contexte du PCAET et de la concertation.

Question d'un participant sur la soumission d'observations sur le site de la concertation : deux observations ont été soumises mais ne semblent pas avoir été reçues. Réponse de Carole JANNETEAU : Est Ensemble va vérifier la bonne réception des observations.

Intervention de Madame Marie-Claire EUSTACHE pour présenter le rôle de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) dans ce processus de concertation du public dans le cadre de la révision du PCAET.

Demande de précisions d'un participant quant au rôle de la CNDP et à son indépendance.

Remarque d'un participant sur le manque de représentation significative de la population d'Est Ensemble et du manque de communication sur la concertation au niveau de la ville des Lilas. Réponse de Cosima MALANDRINO : Est Ensemble a transmis toutes les informations aux services communication des neuf villes d'Est Ensemble.

Remarque d'un participant, membre de la convention citoyenne : il y avait eu une idée de « Cité du Climat », qui serait un lieu d'information et de sensibilisation sur les sujets environnementaux.

Intervention de Marie-Claire Eustache pour rappeler l'existence des kits de débat d'initiative citoyenne.

Intervention de Cécile ALTABER pour présenter les objectifs de la réunion.

2. Présentation des forces et faiblesses du territoire

Interventions de Baptiste LEVEQUE et Cécile ALTABER pour présenter les forces et faiblesses du territoire.

3. Réactions des participants aux premiers éléments de diagnostic

L'étude sur les îlots de chaleur urbain (ICU) a été fortement appréciée par certains participants.

Les disparités entre communes en termes de surface d'espaces verts par habitant ont été mentionnées par les participants.

Certains participants ont insisté sur la nécessité de protéger les forces et atouts du territoire et de ne pas se concentrer uniquement sur les secteurs pour lesquels la situation peut être alarmante et les vulnérabilités fortes : [les espaces verts et autres zones où le risque d'ICU est faible ou modéré sont à sanctuariser](#). Certains participants ont manifesté leur volonté de prioriser la sauvegarde du peu de zones de fraîcheur existantes sur le territoire d'Est Ensemble, tandis que d'autres ont exprimé le besoin de compromis entre préservation des espaces verts et végétalisation des zones urbaines. Cécile ALTABER a souligné que préserver les zones à faible risque d'ICU et rafraîchir, via la végétalisation par exemple, les zones à fort risque d'ICU n'était ni antinomique ni incompatible, au contraire.

Deux participants ont soulevé la question de la **classification des espaces verts du territoire d'Est Ensemble dans le PLUi** (notamment aux Lilas) : un grand nombre n'est pas classé en zone N, notamment le parc Lucie Aubrac, le glacis du fort de Romainville etc. Le parc Lucie Aubrac n'a pas été retenu pour y créer une zone « Zéro artificialisation nette » (ZAN), le square Jean Jaurès, fermé du fait de mouvements de terrain, va être en partie artificialisé (construction de logements), le glacis du Fort de Romainville (sachant que le Fort est un noyau secondaire de la trame verte) ne bénéficie d'aucun classement ou protection, la forêt de la corniche des Forts non plus. [Un participant demande à ce que le PCAET sanctuarise les espaces verts existants et autres zones à faible risque d'ICU, en lien avec le PLUi](#).

Carole JANNETEAU a précisé que le plan d'action du PCAET pourrait contenir une action de révision du PLUi visant à sanctuariser les espaces verts existants et autres zones à faible risque d'ICU.

Un autre participant a soulevé le dilemme entre le besoin de construire de nouvelles infrastructures et équipements (gymnases, écoles...), de nouveaux logements et l'enjeu de la préservation des espaces verts. Le jeu des forces est la plupart du temps en défaveur de la préservation des espaces verts. Il observe qu'aux Lilas l'urbanisation rogne toujours plus sur le peu de parcelles non bâties qui reste. Il observe également une tendance à ne pas replanter lorsque des arbres ont été abattus, du fait des contraintes techniques liées au passage des fluides, etc. Il insiste sur l'importance de la veille citoyenne pour la protection des arbres et des espaces verts à Est Ensemble, sachant qu'aux Lilas, on est à 2,4 m² d'espaces verts par habitant. Carole JANNETEAU a précisé qu'Est Ensemble avait mis en place un « fonds arbre » et comptait planter 10 000 arbres, dont 400 d'ici à mi-février 2023.

Un participant a proposé le croisement de la carte des ICU avec celle des projets immobiliers prévus (et leur programmation), ainsi qu'un recoupement de la carte des ICU avec celle des zones N du PLUi. Cela permettrait d'identifier les espaces verts non classés en zone N et les autres zones de fraîcheur qui sont les plus menacés par les projets d'urbanisation actuels, complétant l'analyse des enjeux de sauvegarde des espaces verts. Ce participant a également proposé que la carte des ICU soit actualisée, en tenant compte des données de température de 2022, année qui a été particulièrement chaude. Autre proposition : ajouter les périmètres des secteurs récemment (ré)aménagés sur la carte des ICU et y mener des campagnes pour relever la température. Carole JANNETEAU a signalé la nécessité de prendre le temps de traiter et d'interpréter les données existantes avant de les actualiser, de les traduire en actions à mener et projets à lancer. Par ailleurs, elle a précisé que dans le cadre de l'étude sur les îlots de chaleur urbains, une campagne de mesure a été réalisée en 2021, qui n'a certes pas été une année particulièrement chaude mais durant laquelle d'importants écarts de température ont été constatés. Enfin, pour les croisements et superpositions proposés, qui permettraient de tirer des enseignements, de formuler des alertes, etc., le sujet est à voir avec le service SIG d'Est Ensemble.

Un participant a mis en avant la responsabilité des élus face aux risques climatiques, alors que la densification du territoire se poursuit.

4. Présentation des éléments spécifiques aux enjeux thématiques et échanges sous forme de questions-réponses avec les participants

Les participants ont réagi aux enjeux présentés pour chacune des 4 thématiques.

Thématique « Se déplacer »

Les participants ont mentionné les **difficultés** et partagé les **réflexions** suivantes :

- Une part importante du trafic est liée aux flux de personnes habitant loin de Paris qui traversent le territoire d'EE pour se rendre à leur lieu de travail => comment réduire la déconnexion entre lieux de résidence et lieux de travail ? ;
- La voiture est souvent bien plus rapide et plus pratique que les transports en commun pour se déplacer, notamment entre communes, de banlieue à banlieue, et même au sein de grandes communes comme Montreuil ou Pantin ;
- Il est aujourd'hui très compliqué de se déplacer sans voiture à Est Ensemble lorsqu'on a une mobilité réduite (personnes âgées ou ayant un handicap physique, jeunes enfants) ;
- L'offre de commerces et de services de proximité est disparate selon les communes d'EE => [si elle était plus dense et homogène, cela favoriserait le recours à la marche au quotidien, notamment pour les personnes âgées](#) ;
- Les accès aux écoles sont souvent peu sûrs, ce qui renforce encore l'usage de la voiture pour conduire les enfants à l'école ;
- Le territoire d'EE est marqué par d'importantes et nombreuses coupures urbaines, il n'est donc pas facile à traverser.

Parmi les **forces et opportunités du territoire**, et les **pistes de solution**, les participants ont mentionné :

- Un travail conséquent est à faire sur les [infrastructures de mobilité douce](#), sachant que les mentalités et comportements changent ce qui est encourageant ;
- Il est nécessaire de [développer les commerces de proximité essentiels](#) (boulangerie, pharmacie, etc.) afin que les personnes qui ont des difficultés à se déplacer puissent y avoir accès en 5 min à pied et moins ;
- Des [pedibus](#) pourraient être une solution pour le ramassage scolaire ;
- Le canal de l'Ourcq est un vrai atout pour le [transport fluvial de marchandises et de personnes](#).

Thématique « Se loger et travailler »

Les participants ont mentionné les **problématiques** suivantes :

- Les bâtiments tertiaires sont vides le soir et le week-end, leur remise en chauffe est très coûteuse ;
- La démolition de bâtiments pour ensuite en reconstruire est coûteuse en matériaux.

Parmi les **opportunités du territoire** et les **pistes de solution**, les participants ont mentionné :

- La **mixité des usages dans les bâtiments, notamment tertiaires**, qui pourrait permettre d'optimiser les températures et de faire des économies d'énergie. A coupler à une **production locale d'énergies renouvelables** (ex : solaire) ;
- Il faudrait **arrêter de construire en verre** car il s'agit d'un matériau très peu isolant ;
- Il faudrait **utiliser au maximum les bâtiments existants, réutiliser le béton** (cf. plus loin dans « consommer »), cependant la question des espaces où stocker le béton en attente de nouveaux usages se pose (geler du foncier pour cela n'est pas aisé en zone dense et dynamique).

Thématique « Consommer »

Les participants ont mentionné les **problématiques** et partagé les **réflexions** suivantes :

- En vue du passage au tri à la source, obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2024, Il faut **professionaliser le compostage**, mais pour l'instant, il n'y aucune offre d'emploi sur l'Île-de-France - et donc Est-Ensemble - pour les maîtres composteurs (tandis qu'il y en a beaucoup dans les autres régions françaises). **Est Ensemble pourrait proposer des séances de formation au compostage pour accompagner les collectifs citoyens**. Cosima MALANDRINO a précisé qu'Est Ensemble a la compétence de collecte et tri des déchets. Il revient par contre aux gros producteurs de choisir leur solution de collecte, ils peuvent néanmoins choisir Est Ensemble ;
- Il y a de nombreux problèmes de gestion des déchets au niveau des marchés, notamment à Montreuil : beaucoup de déchets de toutes sortes sont mélangés et l'espace est nettoyé au jet d'eau à haute pression, ce qui constitue un autre gaspillage des ressources. Ces marchés occasionnent également des congestions routières ;
- Il y a de nombreuses décharges sauvages et de déchets volants vis-à-vis desquels les participants estiment que rien n'est fait, il leur paraît important qu'une **éducation à la salubrité/propreté des jeunes existe** ;
- La problématique des résidus d'incinérateur : que deviennent-ils ? Sont-ils dangereux pour la santé ?
- **Construire en bois** est généralement une bonne solution mais la gestion durable des forêts est une problématique importante ;
- Il y a un enjeu important au niveau du foncier quant à la réutilisation des matériaux de construction : où stocker le béton ? est-il facile de le réutiliser et de le conserver ?
- En ce qui concerne l'alimentation, enjeu de sensibilisation et de communication puisque le territoire ne peut pas être autosuffisant : **il pourrait être intéressant d'aller vers plus de cuisines centrales et d'approvisionnement en circuits courts, de montrer aux enfants comment les plats sont préparés pour les sensibiliser aux enjeux d'une alimentation saine et durable**. De même, il pourrait être intéressant de montrer qui sont les producteurs derrière ces aliments préparés en cuisine. Cosima MALANDRINO a précisé que les projets d'agriculture urbaine sur le territoire d'Est Ensemble n'ont pas pour objectif de nourrir les populations mais bien de sensibiliser les habitants aux enjeux d'une alimentation saine et durable.

Parmi les **forces et opportunités** du territoire, les participants ont mentionné :

- Est Ensemble est un territoire très dynamique et en avance en matière de compostage et de traitement des déchets. La communication d'Est Ensemble sur le tri des déchets est jugée bonne et adaptée, faisant bien passer les grands messages ;
- Aux Lilas, selon l'étude réalisée par un des participants, 10% des ménages compostent leurs déchets, ce qui est une belle réussite mais laisse une importante marge de progression ;
- En matière de restauration collective, les participants soulignent que les fournisseurs ont fait d'importants progrès ces dernières années.

Thématique « S'adapter au changement climatique »

Les participants ont mentionné les **difficultés** et partagé les **réflexions** suivantes :

- Des couloirs de vent sont présents sur certains boulevards et axes à cause du type de construction et de la géographie (rues étroites encadrées par de hauts immeubles, plateaux, etc.) ;

- Les élus ont tendance à se féliciter de leur action « zéro-phyto » alors qu'il s'agit d'une obligation légale, le discours doit changer et surtout les actions doivent suivre ;
- Il faut arrêter de bétonner et bitumer les cours d'école, ce sont des endroits qui pourraient être facilement végétalisés. Carole JANNETEAU mentionne le dispositif des cours oasis et la possibilité d'obtenir des aides et subventions pour en développer.

Parmi les **forces et les opportunités** du territoire, les participants ont mentionné :

- La **biodiversité dite « ordinaire »** qui est encore présente sur tout le territoire d'Est Ensemble et est à **protéger**, l'évolution des pratiques de gestion des espaces verts, qui va plus dans le sens du respect du vivant, et l'évolution du regard porté sur cette gestion ;
- La possibilité de s'inspirer d'une expérience à Vincennes de places **de parking à dalles perméables/enherbées** pour recréer des espaces où l'eau s'infiltrerait, limitant les phénomènes de lessivage des sols ;
- L'**éducation/la sensibilisation des plus jeunes à l'environnement** pourrait passer par des **cours d'école** moins bétonnés, une meilleure connaissance des sols, de leurs richesses et fonctionnement ;
- Il faut **encourager l'échange d'informations entre les citoyens** : « Est Ensemble » = être ensemble, le projet de « Cité du Climat » porté par la Convention citoyenne pour le climat porte l'ambition d'un lieu pour tous, de partage d'informations dans tous les sens, en (re)montée, en (re)descente, en transversalité/horizontalité. Carole JANNETEAU a précisé que la mise en œuvre de ce projet était en cours de réflexion.